

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS : 2^{ème} Concours

DATE : 10 juin 2016

MAGISTRATURE -

ou d'y mettre un signe quelconque

chacun sait pour qui
nationales.

NON

II

DIV

in

le

me la France

tensions

note

Mer

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 00123

NOTE

15,5 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

COMPOSITION DE Droit public.

Il est interdit aux candidats de signer

Ainsi, l'orga
renforçant la démocratie
politique. ~~gère et~~
l'adoption de
gagnerait

L'organisation des élections présidentielles en 2017 amène de nombreux partis politiques à organiser des primaires pour désigner le candidat qui se présentera à ces élections. Les primaires consistent à élire le candidat d'un de ^{ou} de plusieurs partis politiques destinés à se présenter aux élections présidentielles. Elles sont courantes aux États-Unis où s'affrontent les candidats dans les partis républicain et démocrate.

Si la taille des États-Unis permet de rationaliser le processus des primaires, en France, elles constituent une nouveauté entamée en 2012. Aussi bien convient-il de s'interroger sur les avantages et les inconvénients des primaires dans un pays comme la France.

Les avantages des primaires en France conduisent essentiellement à renforcer le débat démocratique. En effet, au sein d'un parti politique, plusieurs courants d'idées s'affrontent. Les primaires permettent à ceux qui le souhaitent d'exposer ses visions, ses prétentions, ses attentes au cas où ils accèderaient à la magistrature suprême. De nouveaux acteurs peuvent ainsi émerger par le processus de la primaire qui permet à chacun des membres du parti d'intervenir dans une campagne interne au parti. Les primaires conduisent par ailleurs à rassembler certains partis politiques. En effet, les primaires peuvent être ouvertes aux seuls membres d'un parti ou de plusieurs partis. Là aussi, le débat démocratique est remplacé par un débat élargi à des candidats de plusieurs partis.

Par ailleurs, les primaires permettent de créer une stabilité et une confiance accrue des partisans. Elles permettent aux candidats d'énoncer le programme politique qu'ils envisagent de mettre en œuvre en cas de succès aux élections. Les partisans auront tendance à accrédiiter un candidat rassemblant

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

au sein d'un parti autour de son programme. Dès lors chacun sait pour qui et pour quoi il va voter aux primaires puis aux élections nationales.

Toutefois, l'organisation des primaires dans un pays comme la France présente aussi des inconvénients. D'abord, les risques de conflits et de tensions internes surgissent nécessairement lors des primaires. Une fracturation du parti pourrait survenir à la suite des primaires alors même qu'il s'agit de rassembler des forces politiques autour d'un candidat à l'issue des primaires. Les batailles d'idées entre les candidats peuvent conduire à des affrontements entre des candidats irréconciliables. En effet, il est difficile d'envisager un candidat défait aux primaires se rallier au vainqueur de la primaire. Le risque subsiste alors de séduire l'autorité du chef. Cette dernière est propre au chef de l'État et les primaires seraient sans doute une étape pour nier la rencontre d'un homme avec le peuple chère au général de Gaulle.

Ensuite, les primaires, de par leur nouveauté en France, présentent une critique récurrente puisqu'elles peuvent être opaques. En effet, l'absence de règles générales sur l'organisation des primaires permet aux partis de les établir à leur guise. Ainsi, certaines primaires sont ouvertes à tous les citoyens alors que d'autres sont réservées aux adhérents et militants d'un parti. Le support du vote peut varier du vote électronique au vote papier. Certaines primaires sont payantes et d'autres gratuites alors même que l'organisation de celles-ci a un coût à charge du parti. Le mode d'élection doit être déterminé puisqu'il peut s'agir d'une primaire à un ou deux tours. Par ailleurs, cette opacité conduit aujourd'hui à se demander si un Président de la République en fonction doit se soumettre à des primaires ou s'il est le "candidat naturel" des partis.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Ainsi, l'organisation des primaires en France présente des avantages renforçant la démocratie mais au détriment d'une cohésion du système de la vie politique. ~~gère~~ Les primaires tendent néanmoins à s'installer dans notre pays et l'adoption de règles générales sous l'autorité d'une instance au dessus des partis gagnerait à renforcer davantage notre démocratie.

2) L'indépendance et l'impartialité des magistrats.

L'indépendance et l'impartialité des magistrats font l'objet d'une attention particulière ces dernières années notamment sous l'impulsion de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et de l'interprétation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Les magistrats ne sont pas que les juges appartenant à l'autorité judiciaire qui ont la charge de trancher les litiges entre les particuliers. En effet, les magistrats du parquet ne sont pas des juges selon la CEDH car ils ne présentent pas les garanties d'indépendance et d'impartialité auxquelles le justiciable peut prétendre. En revanche, les juges administratifs ont été qualifiés de magistrats. Ainsi bien pouvons-nous constater un renforcement contemporain de l'indépendance et de l'impartialité des magistrats mais d'autre part, des hiatus demeurent encore en la matière.

Le renforcement contemporain de l'indépendance et de l'impartialité des magistrats est avéré. Elle résulte de l'application de la répartition des pouvoirs expliquée par Montesquieu (L'esprit des lois). Mais ce renforcement est surtout la résultante de la jurisprudence européenne. En effet,

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

afin de garantir l'indépendance du magistrat, celui-ci doit être détaché du pouvoir politique qui ne peut lui enjoindre d'agir dans un sens particulier. C'est notamment à l'égard du pouvoir exécutif que les magistrats doivent disposer d'un statut et d'outils permettant de garantir son indépendance. Si l'indépendance est la garantie du magistrat de ne pas recevoir de pression ou d'ordre du pouvoir exécutif, son statut doit le garantir. L'ordonnance de 1958 sur le statut de la magistrature garantit cette indépendance notamment par le processus de désignation et l'inamovibilité. Les magistrats ^{du siège} ne sont pas désignés par le pouvoir qui après avis conforme du Conseil Supérieur de la magistrature. Concernant le juge administratif, son statut ne lui octroyait pas le même statut. Le conseil constitutionnel a ainsi souligné l'inamovibilité (CC, 1980) et l'indépendance du juge administratif (CC, 1987). En 2012, le législateur garantissait le statut de magistrat au juge administratif.

Plusieurs réformes récentes renforcent l'indépendance des magistrats comme la fin de la présidence du CSP par le Garde des Sceaux (LC juillet 2008); ainsi que celles du tribunal des conflits depuis 2013. Elles étaient des résurgences de la justice retenue issue de la théorie du ministre juge.

Plus particulièrement, les instructions individuelles du Garde des Sceaux aux parquets sont prohibées.

Le renforcement contemporain de l'impartialité des magistrats demeure aussi vivace. L'impartialité permet au magistrat d'exercer son office de manière objective. L'impartialité subjective, relative aux opinions des magistrats, s'oppose à l'impartialité objective qui consiste notamment à séparer les fonctions de poursuite et de jugement pour ne pas forger un pré-jugement du magistrat.

L'impartialité subjective impose aux magistrats des règles déontologiques accrues qui lui interdisent de manifester ses opinions sur l'issue d'un jugement, ou de se désigner d'un dossier qui concernerait un membre de sa famille.

L'impartialité objective a conduit le législateur et le juge à renforcer les garanties du justiciable. En effet, le ~~pro~~ rapporteur public, ancien commissaire du gouvernement ne participe plus et ne prend pas part au délibéré du jugement devant le tribunal administratif qui se retire pour délibérer.

Le Conseil constitutionnel a sanctionné la possibilité pour le juge des enfants ayant institué le dossier de présider le tribunal pour enfant. Cette décision a conduit à une réforme afin de garantir, au nom de la séparation des autorités de poursuite et de jugement, l'impartialité des magistrats.

Cependant, des critiques persistent sur les garanties d'indépendance et d'impartialité des magistrats. En effet, la CEDH notamment est vigilante à ce qu'elles soient garanties et que le justiciable ne puisse pas, selon toute vraisemblance, douter de leur efficacité. Ainsi, plusieurs décisions des juges strasbourgeois refusent le statut de juge au ministère public ~~qui~~ français qui ne présente pas les garanties d'indépendance

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

et d'impartialité propres à garantir l'effectivité du droit au procès équitable. En effet, il ne présente pas l'indépendance requise puisqu'il est hiérarchiquement soumis au pouvoir exécutif tant dans sa nomination que dans l'exercice du pouvoir disciplinaire desdits magistrats (CEDH, 2010, Nedwedjiev c/ Fr ; CEDH, 2010, Noulon c/ Fr ; CEDH 2013, Vanis c/ Fr ; CEDH 2014, Ali Samatar c/ Fr). De plus, le ministère public est une autorité de poursuite qui, par définition ne présente pas l'impartialité requise pour garantir l'effectivité des droits et libertés individuels conformément à l'article 64 de la constitution. La prohibition des instructions individuelles, la mention de l'impartialité au sein du code de procédure pénale ne suffisent pas à garantir ces impératifs. Aussi, le constituant envisage de modifier la constitution de 1958 afin d'insérer l'appartenance du parquet à l'autorité judiciaire et de modifier les règles applicables aux magistrats du parquet quant à leur désignation. Il s'agit de l'imposer un avis conforme du CSN comme pour les magistrats du siège.

3/ La révision constitutionnelle selon la constitution du 4 octobre 1958.

La révision constitutionnelle correspond à un ensemble de règles et de procédure qui permettent d'inscrire la norme suprême dans le temps. Prévue dès l'origine en 1958, elle doit néanmoins garantir une stabilité de la constitution - ~~En ce que~~ cette dernière décrit l'organisation et l'interaction des institutions républicaines tout en garantissant l'effectivité des droits et libertés fondamentaux des citoyens. Aussi bien convient-il d'envisager les ^{principaux} moyens de réviser la constitution et la pratique constitutionnelle instaurée.

Une ~~procédure~~ ^{complexe} permet au pouvoir constituant d'adapter la constitution aux exigences nouvelles. La principale voie pour réviser la constitution est celle de l'article 89. Une proposition de réforme constitutionnelle émanant du Parlement ou un projet de révision du gouvernement permet d'engager un débat sur l'opportunité de réviser la constitution. L'Assemblée Nationale et le Sénat doivent adopter conjointement le projet ou la proposition de révision qui ne sera adopté que si le Parlement le vote dans des termes identiques. La constitution ne doit pas être modifiée comme une ~~simple~~ loi ordinaire et donc, le texte adopté doit être adopté au choix du Président de la République, par le Parlement réuni en Congrès après un vote à la majorité des 3/5^{es} des voix. Le Président de la République peut, de façon alternative, soumettre le texte par référendum au peuple.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Un seul texte a été soumis au peuple par référendum selon ce texte : la réduction du mandat présidentiel à cinq ans en loco.

Des enjeux politiques fondamentaux nuisent à l'adoption de certaines réformes par le Congrès tandis que tantôt la crainte du résultat que l'absence de volonté des Parlementaires mettra en échec l'utilisation du référendum.

La pratique constitutionnelle a conduit le général de Gaulle en 1962 à détourner l'article 11 pour imposer une révision constitutionnelle. En effet, l'article 11 permet de soumettre par référendum une question relative au bon fonctionnement des institutions. Par cette voie, le général de Gaulle a permis la révision de la constitution pour aboutir à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct et plus indirect. Le recours à l'article 11 de la constitution a été motivé par le chef de l'Etat parce qu'il savait que les parlementaires étaient hostiles à cette révision. La constitution a ensuite été modifiée pour respecter le choix du peuple souverain ; le Conseil constitutionnel a refusé de contrôler la validité de la mise en œuvre de l'article 11. Le recours au référendum permet ainsi de parvenir à une révision de la constitution. Ainsi, les référendums d'autodétermination de certains territoires ont conduit à modifier la constitution.

L'appartenance à l'Union européenne conduit nécessairement l'organisation de révisions de la constitution afin de se conformer aux engagements européens.

Plus qu'une révision constitutionnelle, il s'agit de plusieurs moyens pour parvenir à la révision de la constitution du 4 octobre 1958.

Ces révisions permettent d'adapter la constitution aux attentes afin de faire de la constitution de 1958 la plus longue qui ait connue la France.